

EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le Maire de la Ville de Digne les Bains au nom de l'Etat,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-2,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles R143.1 à 143.47,

VU l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

VU le décret n°95.260 du 8 Mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté préfectoral 2014.204-0012 du 23 juillet 2014 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté préfectoral 2016-267-011 du 23 septembre 2016 relatif à la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité, aux Commissions d'Arrondissement et aux Commissions Communales pour la Sécurité,

VU l'arrêté d'autorisation d'ouverture n° 93-81 du 8 mars 1993,

VU l'arrêté d'autorisation de déclassement n° 18-638 du 22 août 2018,

CONSIDERANT l'AVIS FAVORABLE de la Commission Communale de Sécurité pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP-IGH du 21 novembre 2022, document ci-annexé,

ARRETONS :

Article 1 : Le Magasin CARREFOUR CITY sis 39 Allée des Fontainiers à Digne-les-Bains **est autorisé** à poursuivre son activité, comme indiqué sur le procès-verbal GGR/SPR/CR/2022-1055 du 21 novembre 2022 et à respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous :

1. Aménager dans la surface de vente, des circulations principales de 1,80 m (3 unités de passage) reliant les sorties entre elles et des circulations secondaires de 1,40 m libres de tout aménagement, de telle sorte que le public puisse gagner rapidement les deux sorties (PE11) ;
2. Identifier et aménager la sortie de secours latérale comme un dégagement accessoire (PE11) ;
3. Déposer, selon les dispositions du rapport du 11 mai 2015, une demande d'autorisation d'exploiter les parties ou réserves cédées au tiers ;
4. Stocker les récipients en plastique contenant du pétrole lampant sur des bacs de rétention avec caillebotis ;
5. Présenter à la commission communale de sécurité un rapport attestant le bon fonctionnement des ventouses électromagnétiques et des détecteurs autonomes déclencheurs des portes de recouplement ; dans l'attente maintenir ces portes en position fermée (PE4).

Service prévention et Sécurité

N° 22-1207

Objet : Arrêté d'autorisation de poursuite d'activité

Magasin CARREFOUR CITY

Type M – 5^{ème} catégorie

- Article 2 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation, et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.
- Article 3 :** Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire et qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.
- Article 4 :** Les changements de direction de l'établissement seront signalés à la commission communale de sécurité.
- Article 5 :** Le présent arrêté ne se substitue pas aux autorisations d'urbanisme régies par le droit des sols.
- Article 6 :** Cet arrêté peut faire l'objet d'une action contentieuse dans les deux mois suivant sa date de publication/affichage ou de notification par :
- recours gracieux auprès de Madame le Maire de la commune de Digne-les-Bains ;
 - recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil, 13281 MARSEILLE Cédex 6.
- En cas de notification de rejet du recours gracieux ou à l'issue du silence gardé pendant deux mois par la commune saisie du recours gracieux, un nouveau délai de 2 mois est ouvert pour introduire un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil 13281 MARSEILLE Cédex 6.
- Le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « *Télérecours citoyen* » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr.
- Article 7 :** Monsieur le directeur général des services, les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, transmis à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, notifié au pétitionnaire et adressé en copie à la direction départementale de la sécurité publique, à la direction départementale des territoires et à la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Fait à Digne-les-Bains, le 30 DEC 2022

Le Maire de Digne-les-Bains au nom de l'Etat,
Pour le Maire
l'Adjoint délégué,



Francis KUHN